

1.3 Régions - Départements

Au 1^{er} janvier 2018, la population de la France atteint 67,2 millions d'habitants dont 2,2 millions dans les départements d'outre-mer (DOM).

La réforme territoriale, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, redécoupe le territoire métropolitain en 13 **régions** au lieu de 22 auparavant. Si les écarts de taille des régions se réduisent, la population reste inégalement répartie sur le territoire : trois français sur dix habitent dans l'une des deux régions les plus peuplées (Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes) mais ne représentant que 13 % du territoire. La population est particulièrement concentrée dans les communes densément peuplées ou de densité intermédiaire : ces dernières rassemblent près des deux tiers de la population française. L'Île-de-France reste de loin la plus densément peuplée avec environ 1 020 habitants/km², soit près de 10 fois plus que la **densité** moyenne française, DOM compris.

Entre 2010 et 2018, la population de toutes les régions de métropole progresse, sauf celles du Grand Est et de Bourgogne-Franche-Comté qui sont stables. Les plus forts gains concernent la Corse et l'Occitanie. Ces deux régions attirent bien plus de personnes qu'elles n'en voient partir alors que dans le même temps, les naissances compensent tout juste les décès. Le Nord-Ouest et le Nord-Est attirent peu d'habitants. En effet, la Bourgogne-Franche-Comté, le Grand Est et la Normandie ont les évolutions les moins favorables, en raison d'un solde migratoire négatif à peine compensé

par l'excédent des naissances par rapport aux décès. En Île-de-France, la population s'est accrue au même rythme que la moyenne nationale, cette évolution résultant cependant d'une combinaison de deux phénomènes : le solde naturel y est le plus élevé de France métropolitaine et le solde migratoire particulièrement négatif.

En 2017, Mayotte est le **département** français ayant la croissance démographique la plus forte : + 3,8 % par an en moyenne de 2012 à 2017. L'écart se creuse avec la Guyane, en deuxième position, dont la population croît de 2,6 % par an en moyenne entre 2010 à 2018 grâce à un **solde naturel** très élevé. Avec près de 700 habitants au km², Mayotte est le département français le plus densément peuplé hors Île-de-France. Le Rhône, département de province le plus dense, compte moins de 600 habitants au km².

À l'horizon 2050, la population de chaque région française augmenterait hormis en Guadeloupe et en Martinique. En France métropolitaine, la croissance démographique demeurerait plus prononcée à l'Ouest et au Sud. Dans ces régions, le solde migratoire avec les autres territoires (français ou étrangers) est nettement excédentaire. Dans l'ensemble des régions, cependant, l'arrivée progressive des générations nombreuses du *baby-boom* aux âges de forte mortalité limiterait la hausse de la population. Les décès deviendraient ainsi supérieurs aux naissances dans de nombreuses régions. ■

Définitions

Solde apparent des entrées et des sorties : différence entre le nombre de personnes entrées sur un territoire donné et le nombre de personnes qui en sont sorties, au cours de la période considérée. Il est obtenu par différence entre la variation totale de la population au cours de la période considérée et le solde naturel.

Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Les mots « excédent » ou « accroissement » sont justifiés par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire, et le solde naturel est alors négatif.

Densité de population, département, région : voir la rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Du nord au sud, les mouvements naturels et migratoires opposent les départements », *Insee Focus* n° 107, décembre 2017.
- « 256 500 habitants à Mayotte en 2017 », *Insee Focus* n° 105, décembre 2017.
- « D'ici 2050, la population augmenterait dans toutes les régions de métropole », *Insee Première* n° 1652, juin 2017.
- « La France et ses territoires – Une nouvelle approche sur les espaces à faible et forte densité », *Insee Références*, édition 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Population par région

	Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2018 ¹ en milliers	Variation annuelle moyenne 18/10 en %			Densité moyenne au 1 ^{er} janvier 2018 en hab/km ²		Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2018 ¹ en milliers	Variation annuelle moyenne 18/10 en %			Densité moyenne au 1 ^{er} janvier 2018 en hab/km ²
		Totale	Due au solde naturel	Due au solde apparent des entrées et des sorties ²				Totale	Due au solde naturel	Due au solde apparent des entrées et des sorties ²	
Auvergne-Rhône-Alpes	8 037,1	0,7	0,4	0,3	115	Pays de la Loire	3 787,4	0,7	0,3	0,4	118
Bourgogne-Franche-Comté	2 813,3	0,0	0,1	-0,1	59	Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 065,7	0,4	0,2	0,2	161
Bretagne	3 336,6	0,5	0,1	0,4	123	France métropolitaine	65 018,1	0,4	0,3	0,1	120
Centre-Val de Loire	2 582,5	0,2	0,1	0,1	66	Guadeloupe	390,7	-0,4	0,5	-0,9	229
Corse	337,8	1,1	0,0	1,1	39	Martinique	371,2	-0,7	0,3	-1,0	329
Grand Est	5 548,1	0,0	0,2	-0,2	97	Guyane	281,6	2,6	2,3	0,3	3
Hauts-de-France	6 023,3	0,1	0,4	-0,3	189	La Réunion	865,8	0,7	1,1	-0,4	346
Île-de-France	12 246,2	0,5	0,9	-0,4	1 019	Mayotte	259,2	693
Normandie	3 342,5	0,1	0,2	-0,1	112	France y c. Mayotte	67 186,6	106
Nouvelle-Aquitaine	5 994,3	0,5	-0,1	0,6	71	France hors Mayotte	66 927,5	0,4	0,4	0,0	105
Occitanie	5 903,2	0,8	0,1	0,7	81						

1. Résultats provisoires arrêtés fin 2017. 2. Le solde apparent des entrées et des sorties est calculé comme la différence entre la variation de population et le solde naturel.
Sources : IGN ; Insee, estimations de population, code officiel géographique.

Population par département

	Estimation de population au 1 ^{er} janvier 2018 ¹ en milliers	Variation annuelle moyenne 18/10 en %		Estimation de population au 1 ^{er} janvier 2018 ¹ en milliers	Variation annuelle moyenne 18/10 en %		Estimation de population au 1 ^{er} janvier 2018 ¹ en milliers	Variation annuelle moyenne 18/10 en %
01 Ain	649,7	1,1	35 Ille-et-Vilaine	1 073,9	1,0	70 Haute-Saône	234,3	-0,3
02 Aisne	534,3	-0,1	36 Indre	218,5	-0,7	71 Saône-et-Loire	553,1	-0,1
03 Allier	339,0	-0,1	37 Indre-et-Loire	611,1	0,4	72 Sarthe	566,9	0,1
04 Alpes-de-Hte-Pce	161,7	0,1	38 Isère	1 272,8	0,7	73 Savoie	433,8	0,6
05 Hautes-Alpes	141,6	0,4	39 Jura	259,4	-0,1	74 Haute-Savoie	829,7	1,5
06 Alpes-Maritimes	1 080,6	0,0	40 Landes	411,8	0,9	75 Paris	2 168,5	-0,4
07 Ardèche	328,6	0,5	41 Loir-et-Cher	332,6	0,1	76 Seine-Maritime	1 257,0	0,1
08 Ardennes	271,3	-0,5	42 Loire	762,5	0,2	77 Seine-et-Marne	1 422,7	0,9
09 Ariège	152,3	0,0	43 Haute-Loire	227,4	0,2	78 Yvelines	1 438,4	0,3
10 Aube	311,6	0,3	44 Loire-Atlantique	1 413,3	1,2	79 Deux-Sèvres	375,7	0,2
11 Aude	370,2	0,5	45 Loiret	681,5	0,5	80 Somme	570,2	0,0
12 Aveyron	281,1	0,2	46 Lot	171,5	-0,2	81 Tarn	392,4	0,6
13 Bouches-du-Rhône	2 043,9	0,4	47 Lot-et-Garonne	333,2	0,1	82 Tarn-et-Garonne	262,6	1,0
14 Calvados	695,8	0,2	48 Lozère	75,5	-0,3	83 Var	1 071,8	0,8
15 Cantal	144,2	-0,3	49 Maine-et-Loire	820,7	0,6	84 Vaucluse	566,1	0,5
16 Charente	352,0	0,0	50 Manche	497,0	0,0	85 Vendée	680,2	0,9
17 Charente-Maritime	648,2	0,5	51 Marne	573,3	0,2	86 Vienne	438,1	0,3
18 Cher	304,8	-0,3	52 Haute-Marne	175,1	-0,6	87 Haute-Vienne	374,2	-0,1
19 Corrèze	241,9	-0,1	53 Mayenne	306,3	0,0	88 Vosges	364,9	-0,5
2A Corse-du-Sud	159,9	1,4	54 Meurthe-et-Moselle	733,1	0,0	89 Yonne	338,3	-0,2
2B Haute-Corse	177,9	0,9	55 Meuse	187,4	-0,4	90 Territoire de Belfort	144,5	0,1
21 Côte-d'Or	536,8	0,3	56 Morbihan	753,5	0,5	91 Essonne	1 313,7	1,0
22 Côtes-d'Armor	598,7	0,1	57 Moselle	1 038,6	-0,1	92 Hauts-de-Seine	1 612,8	0,3
23 Creuse	118,7	-0,4	58 Nièvre	205,9	-0,8	93 Seine-Saint-Denis	1 646,1	1,0
24 Dordogne	412,6	0,0	59 Nord	2 613,9	0,2	94 Val-de-Marne	1 401,2	0,7
25 Doubs	540,9	0,3	60 Oise	829,8	0,4	95 Val-d'Oise	1 242,7	0,7
26 Drôme	516,2	0,8	61 Orne	282,5	-0,4	France métropolitaine	65 018,1	0,4
27 Eure	610,2	0,5	62 Pas-de-Calais	1 475,1	0,1	971 Guadeloupe	390,7	-0,4
28 Eure-et-Loir	434,0	0,1	63 Puy-de-Dôme	655,2	0,4	972 Martinique	371,2	-0,7
29 Finistère	910,5	0,2	64 Pyrénées-Atlantiques	677,2	0,4	973 Guyane	281,6	2,6
30 Gard	748,2	0,7	65 Hautes-Pyrénées	227,5	-0,1	974 La Réunion	865,8	0,7
31 Haute-Garonne	1 388,4	1,4	66 Pyrénées-Orientales	482,1	0,9	975 Mayotte	259,2	...
32 Gers	191,3	0,2	67 Bas-Rhin	1 125,3	0,3	France y c. Mayotte	67 186,6	...
33 Gironde	1 610,8	1,3	68 Haut-Rhin	767,6	0,3	France hors Mayotte	66 927,5	0,4
34 Hérault	1 160,0	1,3	69 Rhône	1 878,1	1,1			

1. Résultats provisoires arrêtés fin 2017.
Source : Insee, estimations de population.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²	
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,2	0,6				
Ensemble (hors tabac)	9 805	0,2	0,6				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	-6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	-5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	-5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	-5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	-4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	-4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	-3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	-3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	-2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

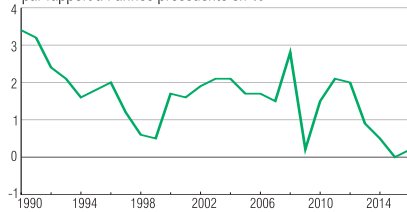
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
France	0,8	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	Zone euro	1,1
Irlande	-0,2	UE	1,2
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.
Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales